

Annexe

Modèle de convention tripartite de modification de durée du contrat d'apprentissage

(voir FICHE 34-30)

CONVENTION DE RÉDUCTION/ALLONGEMENT DE LA DURÉE DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE

(art. L6222-7-1 du Code du travail)

Entre les parties suivantes :

- 1) Le CFA
- 2) L'apprenti(e).....
- 3) l'employeur l'ayant recruté.....

ARTICLE 1^{ER} : OBJET DE LA CONVENTION

Le CFA a procédé à une évaluation des compétences de l'apprenti conduisant à une réduction/un allongement de la durée de la formation.
La durée initiale du cycle de formation pour l'obtention du diplôme ou titre professionnel visé dans le contrat d'apprentissage est de heures.
Le CFA s'est assuré auprès du certificateur que cet aménagement de la durée de la formation est compatible avec l'inscription à l'examen final du diplôme ou titre professionnel visé.

ARTICLE 2 : SITUATION PRISE EN COMPTE DANS LE CADRE DE L'AMÉNAGEMENT DE DURÉE

- ☐ niveau initial de l'apprenti(e)
- ☐ compétences acquises dans le cadre :
- ☐ mobilité à l'étranger
- ☐ activité militaire dans la réserve opérationnelle
- ☐ service civique
- ☐ volontariat militaire
- ☐ engagement comme sapeur-pompier volontaire

ARTICLE 3 : PROPOSITION D'AMÉNAGEMENT DE LA DURÉE DE FORMATION

Le CFA propose une réduction/un allongement de la durée du cycle de formation de :
durée réduite de heures (..... mois)
durée rallongée de heures (..... mois)

ARTICLE 4 : JUSTIFICATION DE CET AMÉNAGEMENT

Explicitiez précisément les motifs ayant conduits à cette décision en détaillent les outils pédagogiques utilisés (test de positionnement, diplôme ayant permis une réduction de durée, expérience professionnelle retenue...)
.....
.....
.....

ARTICLE 5 : ACCORDS DES PARTIES

L'aménagement de la durée de formation proposée par le CFA a fait l'objet d'un accord de l'apprenti(e) et de son représentant légal s'il est mineur, et de l'employeur l'ayant recruté.

Fait en trois exemplaires à [Ville] Le [Date]

Pour l'apprenti(e) et le représentant légal	Pour l'entreprise	Pour l'organisme
[Prénom, Nom]	[Nom et qualité du signataire]	[Nom et qualité du signataire]
[Signature]	[Cachet de l'entreprise]	[Cachet du CFA]

Source : arrêté du 14.9.20 (JO du 25.9.20)